



Amiens, le 20 MARS 2008

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE D'AMIENS
Chancelier des Universités

à

Messieurs les Présidents d'université
Madame l'administratrice provisoire de l'IUFM de l'académie
d'AMIENS
S/C de Monsieur le Président de l'Université
de Picardie-Jules-Verne d'AMIENS
Messieurs les Inspecteurs d'académie
Directeurs des services départementaux de l'Éducation
nationale de l' AISNE , de l'OISE et de la SOMME
Monsieur le Délégué régional de l'O.N.I.S.E.P.
Monsieur le Directeur du C.R.O.U.S.
Madame la Directrice du C.R.D.P.
Messieurs les Directeurs de la D.R.D.J.S. et des D.D.J.S.
Mesdames et messieurs les Chefs d'établissement
Mesdames et messieurs les Directeurs de C.I.O.
Mesdames et Messieurs les conseillers et conseillers techniques
Mesdames et Messieurs les coordinateurs et délégués des
directions
Mesdames et Messieurs les chefs de division

MINISTÈRE DE
L'ÉDUCATION NATIONALE
MINISTÈRE DE
L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE

Rectorat

Division
des Personnels de
l'Administration,
d'Inspection et de
Direction

CL/CH/AP/JMM/DG/FL n° 08 - 056

Dossier suivi par
Christine LEROY
Chef du bureau DPAID 1
Gestion des médecins
☎ 03 22 82 38 77

Dossier suivi par
Carole HOLLEVILLE
Chef du bureau DPAID 2
Personnels administratifs
☎ 03 22 82 38 75 Aisne
☎ 03 22 82 38 57 Oise
☎ 03 22 82 38 56 Somme

Dossier suivi par
Alexandre PIERRARD
Chef du bureau DPAID 3
Personnels ouvriers et de
laboratoire
☎ 03 22 82 38 54
☎ 03 22 82 38 55

Dossier suivi par
Jacques-Manuel MOUNIER
Chef du bureau DPAID 5
Personnels ITRF, infirmiers
et assistants sociaux
☎ 03 22 82 38 76

Dossier suivi par
Denise GAYDA
Chef du bureau DESR 2
personnels de bibliothèque
☎ 03 22 82 38 84

Objet : temps partiel, retraite et disponibilité des personnels administratifs, techniciens, ouvriers et de service (non décentralisés), de laboratoire, sociaux, de santé et de bibliothèque – 2008/2009.

Réf. : décret modifié n° 82-624 du 20 juillet 1982 fixant les modalités d'application pour les fonctionnaires de l'ordonnance n° 82-296 du 31 mars 1982 relative à l'exercice des fonctions à temps partiel.

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir porter à la connaissance des personnels titulaires, stagiaires et non titulaires administratifs, techniciens, ouvriers et de service (à l'exception de ceux ayant opté pour un détachement ou une intégration en faveur des collectivités territoriales), de laboratoire, de santé, de service social et de bibliothèque placés sous votre autorité, les dispositions de la présente circulaire applicable à la rentrée scolaire 2008.

Fax.

03 22 82 37 69

Mél.

ce.dpaid@ac-amiens.fr

I - LE TEMPS PARTIEL

A) Conditions d'attribution :

❶ Le temps partiel est accordé **de droit** pour raisons familiales (de 50 % à 80 %), sur présentation des pièces justificatives nécessaires :

- à l'occasion de chaque naissance jusqu'au 3^e anniversaire de l'enfant ou de chaque adoption, pendant 3 ans à compter de l'arrivée au foyer de l'enfant.

L'année au cours de laquelle l'enfant atteint l'âge de 3 ans, le temps partiel est octroyé jusqu'à la date anniversaire des 3 ans.

En conséquence, il appartient à l'agent de faire connaître ses intentions, à compter de cette date, soit en faveur :

- d'une reprise à temps complet
- du maintien à temps partiel mais sur autorisation jusqu'au terme de l'année scolaire correspondante, sachant que celui-ci n'ouvre plus droit à la prestation d'accueil jeune enfant, dont le complément de libre choix d'activité versé par les caisses d'allocations familiales.
- donner des soins au conjoint, à un enfant à charge ou un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne ou victime d'un accident ou d'une maladie grave (autorisation subordonnée à la production d'un certificat médical renouvelé tous les six mois).

Un temps partiel de droit ne peut intervenir en cours d'année scolaire qu'à l'issue d'un congé de maternité, d'adoption, de paternité, du congé parental, après la naissance ou l'arrivée au foyer de l'enfant adopté ou lors de la survenance des événements susdécrits.

❷ En dehors de ces cas de figure, le temps partiel (de 50 % ou 90 %) **est soumis à autorisation**, en fonction des nécessités de service.

Je vous rappelle que les avis défavorables doivent être motivés, la seule invocation de la non-compensation ne suffisant pas.

❸ Les agents comptables peuvent bénéficier des seules quotités de 80 % ou 90 %.

B) Procédure d'octroi

➔ Présentation des demandes

- En raison des nécessités de service, les demandes doivent être formulées sur l'imprimé ci-joint, pour la durée de l'année scolaire. La reprise à temps plein n'est possible qu'à l'issue de la période accordée. Toutefois, en cas de motif grave, notamment en cas de diminution substantielle de revenus et de changement de situation familiale, la réintégration à temps plein peut intervenir sans délai.
- En cas de participation au mouvement des personnels, les demandes de travail à temps partiel seront considérées comme conditionnelles, l'avis du responsable de l'établissement ou du service d'accueil devant être sollicité.

⇒ Renouvellement des demandes

- L'autorisation est renouvelable, à chaque fin de période, par tacite reconduction, dans la limite de trois ans. Au terme de ces trois années, le renouvellement doit obligatoirement faire l'objet d'une demande écrite.
- **J'appelle tout particulièrement votre attention sur les autorisations de travail à temps partiel ayant pris effet au 1^{er} septembre 2005 et dont la tacite reconduction prend fin au 31 août 2008.**

S'agissant des personnels de bibliothèque :

- L'autorisation de travail à temps partiel de droit (1^{ère} demande et renouvellement) est accordée par les présidents des universités ou directeurs des autres établissements publics d'enseignement supérieur.
- Le temps partiel sur autorisation (1^{ère} demande et renouvellement) relève également, depuis le 1^{er} mars 2008, de la compétence des présidents des universités ou directeurs des autres établissements publics d'enseignement supérieur, conformément à l'arrêté du 19 novembre 2007 (JO du 24 novembre 2007).

Une copie de l'autorisation doit être adressée pour information à la DGRH C2-1 au Ministère, sous couvert des services académiques (bureau DESR 2).

⇒ Calendrier

► Date limite de retour par voie hiérarchique des demandes : **19 avril 2008**, délai de rigueur, sous le timbre du service gestionnaire :

- DPAID1 Médecins
- DPAID2 Personnels administratifs
- DPAID3 Personnels TOS non décentralisés et de laboratoire
- DPAID5 Personnels infirmiers, assistants de service social et ITRF

J'ajoute que les demandes tardives ne seront prises en considération que si elles revêtent un caractère exceptionnel.

⇒ Compensation des rompus de temps partiels

- Je vous rappelle que la compensation des rompus de temps partiels libérés est réalisée **sur la base de la quotité financière et non de la quotité physique**. Ainsi, un temps partiel de 80 % ne dégage pas 20 % mais 14,30 %, la rémunération servie étant de 85,70 %.
- En outre, les rompus de temps partiel sont agrégés à l'échelon académique, à partir des postes dont ils sont issus, pour constituer de nouveaux supports d'affectation susceptibles d'être implantés à titre définitif ou provisoire.

C) Incidences sur la situation des intéressés

⇒ Sur la situation administrative

Les agents exerçant à temps partiel demeurent en position d'**activité**. Aussi, doivent-ils continuer à recevoir toutes informations utiles de la part de leur établissement/CIO ou service. Ils peuvent en conséquence prétendre aux mêmes droits à congés calculés en fonction de leur quotité de service.

L'autorisation d'exercer à temps partiel est suspendue au cours des congés de maternité, de paternité ou d'adoption, l'agent recouvrant les droits d'un personnel à temps plein. A l'issue du congé, il reprend son activité à temps partiel pour la période restant à courir.

⇒ Sur la retraite

Pour la constitution du droit à pension, les services accomplis à temps partiel sont comptabilisés comme du temps plein et sont pris en compte, pour la liquidation de la pension, en fonction de la quotité de service.

⇒ Sur la rémunération

- La rémunération des personnels à temps partiel est calculée dans les conditions prévues au 1^{er} alinéa de l'article 40 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 relative à la fonction publique d'État.

Toutefois, s'agissant d'une quotité de temps de travail aménagée entre 80 et 90%, ils perçoivent une fraction de rémunération calculée selon la formule suivante et exprimée avec un chiffre après la virgule :
(quotité de temps partiel aménagée en % x 4/7) + 40.

- Pour le temps partiel sur autorisation, l'agent a la possibilité de surcotiser, afin que les périodes à temps partiel soient décomptées comme des périodes à temps plein pour le calcul de la pension. Le taux de surcotisation sera plus élevé que la retenue actuelle pour pension civile de 7,85%.
 - ⇒ La surcotisation doit faire l'objet d'une demande expresse, lors de la demande de temps partiel et à chaque reconduction, même tacite (avant la fin de chaque période).
 - ⇒ Cette surcotisation est limitée à la constitution de 4 trimestres de cotisation pour la retraite, et pour l'ensemble de la carrière.

Exemple : un agent qui travaille à mi-temps ne pourra demander à surcotiser que pendant deux ans. En effet, il surcotisera à hauteur de 50 % pour ainsi constituer 2 trimestres supplémentaires de cotisation par an.

- Pour les enfants nés ou adoptés à compter du 1^{er} janvier 2004, le fonctionnaire qui bénéficie d'un temps partiel pris pour élever un enfant verra cette période prise en compte gratuitement dans ses droits à pension.

II DISPONIBILITÉ – RETRAITE

Dans l'intérêt du service et afin d'assurer la gestion prévisionnelle des modalités de couverture des postes libérés par ces événements de gestion, il est souhaitable que les agents envisageant :

- une mise en disponibilité,
- ou un départ à la retraite,

au cours de l'année 2008/2009, déposent sous votre couvert leur demande pour le **19 avril 2008** délai de rigueur, sous le timbre des services définis en I / B.

Les demandes de disponibilité doivent être présentées sur papier libre, avec indication des motifs, de la période concernée et être assorties des justificatifs nécessaires.

Les demandes d'admission à la retraite doivent être formulées sur l'imprimé type à compléter en triple exemplaire.

J'ajoute que cette circulaire est téléchargeable sur le site internet de l'académie, à l'adresse suivante : <http://www.ac-amiens.fr> rubrique *circulaires/DPAID*.

Mes services se tiennent à votre disposition pour toutes précisions complémentaires.

Je vous remercie de bien vouloir veiller à la bonne application des présentes instructions et au respect des délais impartis.

Pour le Recteur et par délégation
Le Secrétaire Général d'Académie


Laurent GÉRIN



[]

DEMANDE d'autorisation de travail à TEMPS PARTIEL



[]

DEMANDE DE REPRISE à temps plein après travail à temps partiel

MINISTÈRE DE
L'ÉDUCATION NATIONALE
MINISTÈRE DE
L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE

Rectorat

DPAID

20, boulevard
d'Alsace-Lorraine
80063 Amiens
cedex 9

Je soussigné(e)

NOM, Prénom.....

Né(e) le

Corps/grade

Établissement/Service d'affectation (adresse précise).....

.....

sollicite l'autorisation d'exercer mes fonctions à% du service à temps complet, pour une période de 12 mois à compter du 1^{er} septembre 2008, renouvelable tacitement dans la limite de 3 ans.

MOTIF

- Élever un enfant de moins de 3 ans
- Élever un enfant adopté, pendant 3 ans à compter de son arrivée au foyer
- Donner des soins au conjoint, à un enfant à charge ou à un ascendant
- Convenances personnelles sur autorisation. (préciser)

Joindre toutes pièces justificatives (photocopie du livret de famille, certificats médicaux...)

SURCOTISATION

- OUI
- NON

CADRE D'ORGANISATION DU TRAVAIL :

- Quotidien
- Hebdomadaire
- Annuel

Fait à

, le

Signature de l'intéressé(e)

**AVIS DU CHEF D'ETABLISSEMENT OU DE
SERVICE/ DIRECTEUR DE CIO**

Signature du chef d'établissement ou de service/directeur
de CIO

AVIS DU RECTEUR

IL EST IMPÉRATIF DE RENSEIGNER TOUTES LES RUBRIQUES